

Déclaration

Nous venons de lire la déclaration de Marie-George Buffet disant, dans le même mouvement, que ceux qui affirment la nécessité d'une nouvelle force politique à gauche ne peuvent « espérer diriger le PCF », qu'elle constituerait un front avec le nouveau Parti de gauche aux européennes et qu'elle rencontrait bientôt Martine Aubry, avec qui elle est « très heureuse de travailler ».

Cette déclaration ne peut que conforter notre inquiétude devant un risque grave de régression politique au sein du Parti communiste français. Depuis une vingtaine d'années, aucune mise à l'écart des responsabilités de direction ne s'est faite officiellement sur la base d'une opinion politique. Aujourd'hui, l'absence de renouvellement profond du PCF a produit son déclin, vouant le communisme politique à une fonction subalterne. Dans ces conditions, mettre à l'écart une sensibilité, quelle qu'elle soit, est un suicide politique en même temps qu'un brutal retour en arrière.

La perspective d'un « front » aux élections européennes est une chance, dès l'instant où elle ouvre la voie à un rassemblement sans exclusive de toutes les forces critiques qui refusent l'alignement libéral de la construction européenne et qui veulent une autre Europe. Les communistes unitaires du Conseil national affirment seulement que ce front aurait d'autant plus de portée qu'il s'accompagnerait de la volonté de rendre pérenne un rassemblement des forces d'alternative. Les fronts ponctuels nécessaires doivent déboucher sur une convergence durable, capable de faire force politique et de contester ainsi l'hégémonie sociale-libérale sur la gauche française. Cette convergence prendra la forme concrète que décideront l'ensemble de ses composantes possibles, dans le pluralisme de leur expression.

Rien ne peut se décider d'un coup de baguette magique, par un petit groupe de décideurs. Mais aller vers cette convergence, affirmer la nécessité de progresser dans sa direction serait la seule bonne nouvelle dont le mouvement populaire et la gauche française ont besoin. Pour nous, la soirée du 13 décembre est une occasion de réfléchir ensemble à une telle opportunité.

Mettre à l'écart celles et ceux qui défendent cette option dans le PCF, celles et ceux qui se sont le plus battus pour des solutions de rassemblement, notamment entre 2004 et 2006, serait un très mauvais signal. Il signifierait la conclusion d'une alliance interne sur la base d'un repli identitaire et se traduirait par une glaciation. À l'arrivée, il pourrait conduire le communisme politique soit à un isolement mortifère, soit à la mise à la remorque de fait du parti socialiste tel qu'il est, soit à l'une et à l'autre de ces hypothèses.

Il est temps de redresser la barre. Toutes les options sur l'avenir du PCF doivent être tenues pour dignes de débat et d'expérimentation, sans se hâter de trancher entre elles dans la précipitation. Dans un parti où la moitié des cotisants restent à l'écart des consultations, qui peut prétendre impunément détenir la légitimité majoritaire ? Pour que le débat communiste puisse se conduire dans les meilleures conditions, toute mise à l'écart doit donc être tenue pour une faute politique.

Enfin, nous souhaitons pour notre part que les forces désireuses d'une transformation radicale de l'espace communiste ne laissent pas, par leur dispersion, le champ libre à l'esprit de conservation, fût-il paré du verbe du renouvellement. Si cela n'était pas possible, ce serait une bien triste nouvelle pour le communisme et, plus généralement, pour l'esprit d'alternative.

7 décembre 2008

**Gilles Alfonsi, Patrick Braouezec, Bernard Calabuig, Mustapha Gueye, Anne Jollet, Sylvie Larue, Fernanda Marrucchelli, Roger Martelli, Christian Martin, Danielle Montel, David Prout, Philippe Stierlin, Nadine Stoll, Catherine Tricot, Sylvie Tricot-Devert, Pierre Zarka, Malika Zédiri, membres du Conseil national.*